



CHAPITRE 267

LOI CONCERNANT L'ASSOCIATION PHARMACEUTIQUE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de pharmacie de Québec*. S. R. 1925, c. 215, a. 1.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Inter-
prétation:

2. Dans la présente loi, les mots et expressions suivants qui s'y trouvent, à moins que l'interprétation ne répugne au sujet ou ne soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit:

"Conseil"; 1° Le mot "conseil" signifie le conseil de l'association pharmaceutique de la province de Québec;

"Membre"; 2° Le mot "membre" signifie les personnes inscrites comme licenciées en pharmacie dans cette province;

"Assistants-pharmaciens"; 3° Les mots "assistants-pharmaciens" signifient les personnes qui ont subi l'examen primaire prévu dans la présente loi et ont été régulièrement inscrites sous ce titre;

"Étudiants en pharmacie"; 4° Les mots "étudiants en pharmacie" signifient les personnes qui ont subi l'examen préliminaire prescrit par la présente loi et ont été régulièrement inscrites sous ce titre;

"Bureau des examinateurs"; 5° Les mots "bureau des examinateurs" signifient un comité nommé par le conseil pour conduire les examens prescrits par la présente loi.

CHAPTER 267

AN ACT RESPECTING THE PHARMACEUTICAL ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

1. This act may be cited as the *Quebec Pharmacy Act*. R. S. 1925, c. 215, s. 1.

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE

2. In this act, the following words and expressions shall, unless such interpretation be repugnant to the subject or inconsistent with the context, be construed as follows:

1. The word "Council" means the "Council of the Pharmaceutical Association of the Province of Quebec";

2. The word "members" means persons registered as licentiates of pharmacy in this Province;

3. The words "assistant pharmacists" mean persons who have passed the primary examination specified in this act, and have been duly registered as such;

4. The words "students of pharmacy" mean persons who have passed the preliminary examination specified by this act, and have been duly registered as such;

5. The words "board of examiners" mean a committee appointed by the Council to conduct the examinations specified by this act;

Interpre-
tation:

"Council";

"Members";

"Assistant pharmacists";

"Students of pharmacy";

"Board of examiners";

"Regis- traire";	6° Le mot "registraire" signifie un officier nommé par le conseil pour poursuivre l'oeuvre de l'association conformément aux dispositions de la présente loi;	6. The word "registrar" means an officer appointed by the Council to carry on the work of the Association, under the provisions of this act;	"Regis- trar";
"Regis- tre";	7° Le mot "registre" signifie une liste des personnes inscrites conformément aux dispositions de la présente loi;	7. The word "register" means a list of persons registered under this act;	"Regis- ter";
"Drogue";	8° Le mot "drogue" signifie des substances simples ou composées, employées comme médicaments;	8. The word "drugs" means articles used medicinally, whether compounded or simple;	"Drugs";
"Poison";	9° Le mot "poison" signifie des drogues ou des préparations chimiques dangereuses pour la vie humaine;	9. The word "poisons" means drugs or chemicals which are dangerous to human life;	"Poi- sons";
"Droguerie";	10° Le mot "droguerie" signifie un lieu où l'on vend au détail ou dans lequel on prépare des drogues ou poisons;	10. The word "drug-store" means a place where drugs or poisons are sold by retail, or compounded;	"Drug- store";
"Droguiste", etc.;	11° Les mots "droguiste", "chimiste", "apothicaire", "pharmacien", "pharmacopole", "pharmacien-chimiste" ou "chimiste-préparateur" signifient une personne ayant droit de vendre et de préparer des drogues et des poisons dans la province;	11. The words "druggist", "chemist", "apothecary", "pharmacist", "pharmaceutical chemist", or "dispensing chemist", mean a person having a right to sell and compound drugs and poisons in this Province;	"Drug- gist", etc.;
"Personne".	12° Les mots "personne" ou "personnes" signifient les corporations de même que les individus ou les associations privées. S. R. 1925, c. 215, a. 2.	12. The word "person" means corporations as well as individuals and private associations. R. S. 1925, c. 215, s. 2.	"Person".

SECTION II

DES POUVOIRS CORPORATIFS DE L'ASSOCIATION

Corporation. 3. La corporation connue sous le nom de "l'Association pharmaceutique de la province de Québec," est continuée en existence avec tous les droits et privilèges dont elle est revêtue par les lois qui la constituent.

**Succes-
sion et
sceau.** Cette association continue d'avoir succession perpétuelle et un sceau commun, avec pouvoir de l'altérer, de le changer, de le rompre et de le renouveler à sa discrétion.

Pouvoirs. Sous ce nom, elle peut ester en justice devant tous les tribunaux de cette province; acquérir, prendre ou posséder des biens meubles ou immeubles, sauf que la valeur des biens immeubles ne peut, en aucun temps, excéder vingt mille dollars.

Biens. Elle peut aliéner ces biens et en acquérir d'autres à leur place et hypothéquer ses immeubles. S. R. 1925, c. 215, a. 3.

DIVISION II

CORPORATE POWERS OF THE ASSOCIATION

3. The corporation known as the "Pharmaceutical Association of the Province of Quebec," is continued, with all rights and privileges with which it is vested by the acts constituting it.

The Association shall continue to have perpetual succession and a common seal, with power to alter, vary, break or renew the same at discretion.

By the same name it may be a party to judicial proceedings in all courts in this Province, and may purchase, take or hold moveable and immoveable property, provided the immoveable property so held by the said corporation does not, at any time, exceed twenty thousand dollars in value.

It may alienate such property, and acquire other property instead thereof, and may hypothecate its immoveables. R. S. 1925, c. 215, s. 3.

SECTION III

DIVISION III

DE CONSEIL DE L'ASSOCIATION

COUNCIL OF THE ASSOCIATION

- Conseil.** 4. Les affaires de l'association sont administrées par un conseil composé de douze licenciés en pharmacie résidant dans la province, dont six doivent sortir de charge chaque année par ordre d'ancienneté.
- Réélections.** Les membres du conseil sortant de charge peuvent être réélus. S. R. 1925, c. 215, a. 4.
- Pouvoirs:** 5. Le conseil de l'association a le pouvoir:
- Règlements;** 1° De faire les règlements qu'il juge à propos et nécessaires à l'accomplissement des fins prévues par la présente loi, de les changer et amender à sa discrétion, ou de les révoquer en tout ou en partie et de les remplacer par d'autres;
- Officiers;** 2° De choisir, parmi ses membres, à la première assemblée après les élections annuelles, un président, deux vice-présidents, un trésorier et deux vérificateurs;
- Remplaçants;** 3° D'élire des remplaçants aux membres du bureau de discipline ou de toute commission, qui sont décédés, qui ont démissionné ou qui sont destitués, et nommer des remplaçants aux vérificateurs dont la charge devient vacante pour les mêmes raisons.
- Ces remplaçants doivent être choisis parmi les membres de la corporation;
- Membres honoraires;** 4° D'élire comme membres honoraires et correspondants des personnes éminentes par leur science. Toutefois ces membres honoraires n'ont pas le droit, à ce titre, de voter aux élections ou de prendre le rang de licencié en pharmacie;
- Secrétaire-registraire;** 5° De nommer un secrétaire-registraire, qui demeure en charge jusqu'à ce qu'il soit renvoyé pour des raisons considérées suffisantes par la majorité du conseil;
- Commissions;** 6° De nommer autant de commissions permanentes ou spéciales qu'il juge nécessaires pour la bonne administration des affaires de l'association afin d'atteindre les fins prévues par la présente loi, et de définir les pouvoirs de ces commissions conformément aux lois en vigueur, et d'en fixer le quorum;
4. The affairs of the Association shall be conducted by a council, composed of twelve licentiates of pharmacy, resident in this Province, six of whom shall retire annually, according to seniority.
- The retiring members shall, however, be eligible for reelection. R. S. 1925, c. 215, s. 4.
5. The council of the Association shall have power:
1. To frame such by-laws as they shall deem proper and necessary for the purposes contemplated by this act, to alter and amend such by-laws when deemed expedient, and to repeal the same in whole or in part, and substitute others therefor;
2. To elect, at their first meeting subsequent to the annual elections, from among their members, a president, two vice-presidents, a treasurer and two auditors;
3. To elect persons to replace members of the Board of Discipline or of any commission who die, resign or are removed, and also persons to replace the auditors, when vacancies occur for the same reasons.
- Such persons must be chosen from among the members of the corporation;
4. To elect, as honorary and corresponding members of the Association, such persons as may be eminent for scientific attainments. Such honorary members shall not, as such, be entitled to vote at elections or to rank as licentiates of pharmacy;
5. To appoint a secretary-registrar who shall hold office until removed for reasons considered sufficient by the majority of the Council;
6. To appoint as many permanent or special commissions as it may deem necessary for the good administration of the affairs of the association, for the attainment of the purposes contemplated by this act, and to define their powers in accordance with the laws in force; and to fix a quorum thereof;

Discipline;	7° De faire des règlements pour le maintien de l'honneur, de la dignité et de la discipline des membres et des personnes inscrites en vertu de la présente loi;	7. To make by-laws to maintain the honour, dignity and discipline of the members and of persons who are registered under this act;	Discipline.
Rémunération;	8° De fixer la rémunération des examinateurs, des membres du conseil, des membres du bureau de discipline et de toute commission qu'il nomme, ainsi que des officiers;	8. To fix the remuneration of examiners, of members of the Council, of members of the Board of Discipline, and of any commission it may appoint, as well as of the officers;	Remuneration.
Appel.	9° De connaître par voie d'appel de toute décision du bureau de discipline. S. R. 1925, c. 215, a. 5.	9. To revise, by way of appeal, any decision of the Board of Discipline. R. S. 1925, c. 215, s. 5.	Appeal.
Fidéicommissaires.	6. Le conseil de l'association doit nommer un bureau permanent de fidéicommissaires, composé de pas moins de six ni de plus de dix, pour contrôler et administrer les biens de la corporation, sujet aux règlements de la corporation.	6. The Council of the Association shall appoint a permanent board of trustees, not less than six and not exceeding ten, who shall control and manage the property of the corporation, subject to the by-laws thereof.	Trustees.
État.	Ces fidéicommissaires doivent fournir un état annuel au conseil.	Such trustees shall render to the Council an annual statement.	Statement.
Propriété.	Ils ne peuvent vendre ni hypothéquer une propriété de la corporation sans l'assentiment du conseil qui doit convoquer en assemblée générale les membres de la corporation.	They shall not sell or hypothecate any property of the corporation without the concurrence of the Council, who shall call a general meeting of the members of the corporation.	Property.
Idem.	Les deux tiers des votes des membres présents sont requis pour pouvoir acheter, hypothéquer, échanger ou vendre une propriété. S. R. 1925, c. 215, a. 6.	A two-thirds vote of the members present shall be required before any property may be purchased, mortgaged, exchanged or sold. R. S. 1925, c. 215, s. 6.	Idem.
Assemblée annuelle.	7. L'assemblée générale annuelle de l'association doit être tenue alternativement dans les cités de Québec et de Montréal, le second mardi de juin de chaque année, ou tout autre jour le plus rapproché de cette date qui est fixé par le conseil. S. R. 1925, c. 215, a. 7.	7. The annual general meeting of the Association shall be held, alternately, in the cities of Quebec and Montreal, on the second Tuesday of June in each year, or on such other day nearest thereto as shall be determined upon by the Council. R. S. 1925, c. 215, s. 7.	Annual meeting.

SECTION IV

DES LICENCIÉS EN PHARMACIE

DIVISION IV

LICENTIATES OF PHARMACY

Classes.	8. 1. En pharmacie, il y a trois classes de personnes: a) L'étudiant en pharmacie; b) L'assistant-pharmacien; c) Le licencié en pharmacie.	8. 1. In pharmacy, there shall be three classes of persons: a. Students of pharmacy; b. Assistant pharmacists; and c. Licentiates of pharmacy.	Classification.
Étudiants.	2. Pour être admis "étudiant en pharmacie" le candidat doit produire une preuve satisfaisante de ses bonnes moeurs; subir un examen préliminaire sur les langues anglaise, française et latine, sur l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie,	2. To be admitted as a student of pharmacy, the candidate must produce satisfactory evidence of a good moral character; pass a preliminary examination in the English, French and Latin languages, in arithmetic, algebra, geometry,	Students.

l'histoire, et les éléments de la physique et de la chimie et payer l'honoraire prescrit par l'article 14.

Exemp-
tions.

Tout bachelier ès arts, ès sciences ou ès lettres, d'une université du Royaume-Uni ou du Canada est exempt de l'examen préliminaire, conformément à l'article 2 de la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions (chap. 261).

Assistant-
pharma-
cien.

3. Pour être admis "assistant-pharmacien" le candidat doit démontrer qu'il est inscrit depuis trois ans comme étudiant en pharmacie; qu'il a servi pendant au moins trois ans sous un médecin ou pharmacien régulièrement inscrit; subir un examen sur les sciences médico-pharmacologiques, physico-chimiques et sur la pharmacie pratique et payer l'honoraire prescrit par l'article 14.

Licenciés.

4. Pour être admis "licencié en pharmacie" le candidat doit démontrer qu'il est inscrit comme assistant-pharmacien, fournir la preuve qu'il a servi pendant quatre ans sous un médecin ou pharmacien régulièrement inscrit, qu'il a suivi deux années de cours de sciences médico-pharmacologiques, deux années de sciences physico-chimiques, une année de travaux pratiques de pharmacie et de chimie analytique, et une année de botanique et autres sciences naturelles, suivant le programme établi dans des institutions constituées en corporation reconnues par le conseil de l'association, subir un examen sur ces matières et payer l'honoraire prescrit par l'article 14.

Réserve.

Il est cependant loisible à l'étudiant en pharmacie ou à l'assistant-pharmacien de consacrer exclusivement douze mois de son stage à suivre des cours de pharmacie.

Service
militaire.

Nonobstant toute loi à ce contraire, l'Association pharmaceutique de la province de Québec, sur paiement des honoraires, requis, et sur preuve qu'elles ont fait du service militaire avant le 11 novembre 1918, doit accorder une licence en pharmacie aux personnes munies d'un diplôme de pharmacien, octroyé par le bureau des examinateurs à la suite des examens tenus au mois de mai 1918, et doit inscrire ces personnes sur ses registres comme licenciées en pharmacie.

geography, history, and elementary physics and chemistry, and pay the fees prescribed by section 14.

Every Bachelor of Arts, Bachelor of Science or Bachelor of Letters, of any university of the United Kingdom or of Canada, shall be exempt from the preliminary examination, in accordance with section 2 of the Professional Matriculation Act (Chap. 261).

Exemp-
tions.

3. To be admitted as an assistant pharmacist the candidate must produce evidence of three years' registration as a student of pharmacy, prove that he has served at least three years with a physician or licentiate of pharmacy duly registered, pass an examination in medico-pharmacological and physico-chemical science and in practical pharmacy, and pay the fees prescribed by section 14.

Assis-
tants.

4. To be admitted as a licentiate of pharmacy, the candidate must produce evidence of registration as an assistant-pharmacist, must prove that he has served for four years under a physician or a licentiate of pharmacy duly registered, and that he has taken a two years course of medico-pharmacological science, a two years course of physico-chemical science, one year of work at practical pharmacy and analytical chemistry, and a one-year course of botany and other natural sciences, according to the course of study laid down in any incorporated institution recognized by the Council of the Association, must pass an examination on such subjects, and must pay the fees prescribed by section 14.

Licen-
tiates.

Nevertheless, a student of pharmacy, or an assistant pharmacist, may devote twelve months of his term exclusively to taking a course in pharmacy.

Proviso.

Any law to the contrary notwithstanding, the Pharmaceutical Association of the Province of Quebec, upon payment of the required fees and upon proof that they have done military duty before the 11th of November, 1918, shall grant a license in pharmacy to the persons holding a diploma as pharmacist, granted by the board of examiners following the examinations held in the month of May, 1918, and shall inscribe such persons in its registers as licentiates of pharmacy.

Military
service.

Examen final.

5. "L'examen final" que doit subir le candidat qui se présente pour être licencié en pharmacie comprend les mêmes matières que "l'examen primaire", mais il est exigé une connaissance plus développée des sciences médico-pharmacologiques, physico-chimiques, des travaux pratiques de pharmacie et de chimie analytique, ainsi que la connaissance de la botanique et des sciences naturelles. S. R. 1925, c. 215, a. 8.

5. The final examination which the candidate who presents himself to be a licentiate of pharmacy must pass, shall include the same subjects as the primary examination; but a more extended knowledge of medico-pharmacological and physico-chemical sciences, of practical work in pharmacy, and of analytical chemistry, as well as a knowledge of botany and natural science, shall be required. R. S. 1925, c. 215, s. 8.

Examens.

9. Les examens mentionnés dans l'article 8 ont lieu devant le bureau des examinateurs, se font et sont régis d'après les règles et règlements qui sont en vigueur lors de ces examens; et tous les candidats à quelqu'un de ces examens doivent payer les honoraires qui sont prescrits par ces règles et règlements. S. R. 1925, c. 215, a. 9.

9. All the examinations referred to in section 8, shall take place before the board of examiners, and shall be regulated by such rules and by-laws as may be in force at the time such examinations are held; and all candidates for any of the said examinations shall pay the fees imposed by the said rules or by-laws. R. S. 1925, c. 215, s. 9.

Honoraires.

SECTION V

DIVISION V

DU BUREAU DES EXAMINATEURS

THE BOARD OF EXAMINERS

Examineurs.

10. Le bureau des examinateurs est nommé par le conseil, à sa première assemblée après l'assemblée annuelle, et se compose des personnes qu'il juge compétentes.

10. The board of examiners shall be appointed by the Council at its first meeting after the annual meeting, and shall be composed of persons whom it deems competent.

Devoirs.

Ces personnes font l'examen des candidats, et accordent les certificats ou les diplômes qu'elles trouvent à propos à ceux qu'elles jugent et croient posséder les qualités requises pour être licenciés en pharmacie, assistants-pharmaciens ou étudiants en pharmacie.

Such persons shall examine the candidates and grant such certificates or diplomas as they may think proper to those whom they deem qualified to be licentiates of pharmacy, assistant pharmacists, or students of pharmacy.

Lieu des examens.

Les examens final et primaire des candidats doivent avoir lieu à Montréal au printemps, et à Québec à l'automne, de chaque année. S. R. 1925, c. 215, a. 10.

The final and primary examinations of candidates shall be held in Montreal in the spring, and in Quebec in the autumn of each year. R. S. 1925, c. 215, s. 10.

Dispense.

11. Le bureau des examinateurs peut dispenser des examens prescrits par l'article 8, et accepter, au lieu de ces examens, des certificats authentiques d'examens subis devant des bureaux régulièrement nommés de médecins ou de pharmaciens, dont le cours d'instruction technique et pratique équivaut à celui prescrit par l'article 8, sauf la décision et l'approbation du conseil.

11. The board of examiners may dispense with the examinations provided for in section 8, and may accept, in lieu thereof, authenticated certificates of examination by duly appointed medical or pharmaceutical boards, whose curriculum of technical and practical education is equivalent to that required by section 8, subject to the decision and approbation of the council.

Certificats.

Ces certificats doivent être accompagnés de certificats de bonnes mœurs et être

Such certificates must be accompanied by certificates of good moral character,

soumis aux autres conditions qui sont imposées par les règlements. S. R. 1925, c. 215, a. 11. and shall be subject to such other conditions as may be imposed by by-law. R. S. 1925, c. 215, s. 11.

SECTION VI

DIVISION VI

DU SECRÉTAIRE-REGISTRAIRE

THE SECRETARY-REGISTRAR

Devoirs. 12. Les devoirs du secrétaire-registraire sont:

1° D'agir comme secrétaire à toutes les assemblées de l'association et du conseil;

Registres. 2° De préparer et tenir des registres:

- a) Des licenciés en pharmacie;
- b) Des assistants-pharmaciens;
- c) Des étudiants en pharmacie;

Et sur demande et paiement des honoraires fixés par les règlements, de délivrer des certificats des inscriptions faites dans ces registres;

Registres annuels. 3° De faire de nouveaux registres pour chaque année, omettant d'y inscrire les noms des personnes décédées, ou transportées d'un registre dans un autre, ou qui n'ont pas payé leurs honoraires; mais ces noms ne peuvent être retranchés sans avoir été soumis au conseil, ni avant que le secrétaire-registraire ait reçu des instructions du conseil à ce sujet.

Serments. Le secrétaire-registraire est autorisé à recevoir tout serment requis par la présente loi ou par les règlements de l'association.

Absence. Au cas d'absence du secrétaire-registraire d'une assemblée quelconque, la personne qui préside cette assemblée peut nommer une autre personne pour y remplir les fonctions de secrétaire. S. R. 1925, c. 215, a. 12.

Inspection. 13. Le secrétaire-registraire est autorisé à visiter et à inspecter, en tout temps, les drogueries tenues en cette province, dans tous leurs départements, afin de constater si elles sont tenues conformément aux dispositions de la présente loi.

Au cas d'absence du secrétaire-registraire ou d'incapacité, cette visite et cette inspection peuvent se faire par toute personne désignée par le conseil. S. R. 1925, c. 215, a. 13.

12. The duties of the secretary-registrar shall be:

1. To act as secretary at all meetings of the Association and Council;

2. To make out and keep registers of: **Registers.**

- a. Licentiates of pharmacy;
- b. Assistant pharmacists; and
- c. Students of pharmacy;

And to grant, on application, certificates of such registration, on payment of such fee as may be fixed by by-law;

3. To make new registers for each year, **Annual Registers.** and omit therefrom the names of persons deceased, or transferred from one register to another, or of persons who have not paid their fees; provided their names have been submitted to the Council, and provided the secretary-registrar has received instructions from the Council to erase said names.

The secretary-registrar is authorized to administer any oath required by this act or by the by-laws of the Association. **Oaths.**

In the absence of the secretary-registrar from any meeting, the chairman may appoint another person to act as secretary for the time being. R. S. 1925, c. 215, s. 12. **Absence.**

13. The secretary-registrar is authorized to visit and inspect, at any time, any drug store in the Province, in all its departments, in order to ascertain if it is kept in conformity with the provisions of this act. **Inspection.**

In the absence of the secretary-registrar, or his inability to act, such visit and inspection may be made by any person appointed by the Council. R. S. 1925, c. 215, s. 13.

SECTION VII

DES DEVOIRS DES LICENCIÉS

DIVISION VII

DUTIES OF LICENTIATES

- Honoraires.** **14. 1.** Les personnes inscrites conformément aux dispositions de la présente loi, doivent payer au secrétaire-registraire les honoraires suivants, savoir:
- Idem.** **2.** Ces honoraires sont dus, chaque année, le 1er mai.
- Défaut de payer.** **3.** Le nom de tout licencié, assistant-pharmacien ou étudiant en pharmacie, qui ne paye pas ces honoraires avant le 1er juin de chaque année, peut être rayé du registre, et alors il perd tous les privilèges qui lui sont conférés par la présente loi; cependant, il peut être réintégré dans ses anciens privilèges en payant une amende n'excédant pas cinq dollars si c'est un licencié, deux dollars si c'est un assistant-pharmacien, et un dollar si c'est un étudiant en pharmacie; pourvu que telle amende et l'honoraire annuel soient payés le ou avant le 1er octobre suivant. S. R. 1925, c. 215, a. 14.
- Amende.** **15.** Lorsqu'elles se retirent des affaires, les personnes inscrites conformément aux dispositions de la présente loi, doivent en donner par écrit avis au secrétaire-registraire, à défaut de quoi elles restent responsables du paiement de l'honoraire annuel; mais toute personne qui se retire ainsi, peut se faire inscrire de nouveau en tout temps après s'être retirée, en donnant par écrit avis au secrétaire-registraire de son intention de se faire inscrire et en lui payant tous les arrérages ainsi que l'honoraire annuel pour l'année courante. S. R. 1925, c. 215, a. 15.
- Nouvelle inscription.** **16.** Toute personne dont le nom est inscrit en vertu de la présente loi, qui se retire des affaires et en a donné avis par écrit au secrétaire-registraire, peut, en tout temps, par la suite, être réinscrite sur tel registre, en en donnant avis par écrit à ce secrétaire-registraire, et en lui payant
- Fees.** **14. 1.** Persons registered under this act shall pay the following fees to the secretary-registrar, namely:
- Idem.** **2.** Such fees shall be due on the first day of May in every year.
- Failure to pay.** **3.** Any licentiate, assistant pharmacist or student of pharmacy, not paying such fee before the 1st of June in each and every year, may be removed from the register, and he shall thereupon lose all the privileges conferred upon him by this act. He may, however, be restored to all his former privileges, on payment of a fine of five dollars in the case of a licentiate, two dollars in the case of an assistant pharmacist, and one dollar in the case of a student of pharmacy; provided such fine, together with the annual fee, be paid on or before the 1st of October following. R. S. 1925, c. 215, s. 14.
- Retirement.** **15.** Persons registered under this act shall, on retiring from business, give the secretary-registrar notice in writing of the same, and in default thereof they shall remain liable for their annual fee; but any such person may be reëntered on the register at any time after retiring therefrom as aforesaid, upon giving notice in writing to the said secretary-registrar of his intention so to register, and upon payment to him of all arrears, together with the fees for the current year. R. S. 1925, c. 215, s. 15.
- Reënter.** **16.** Any person registered under this act, who on retiring from business shall have given notice to the secretary-registrar in writing of the same, may, at any time thereafter, be reëntered on the register, upon giving notice in writing to the said secretary-registrar of his intention so
- Fees required.**

l'honoraire de l'année courante. S. R. 1925, c. 215, a. 16.

to register and upon the payment to the said secretary-registrar of the then current annual fee. R. S. 1925, c. 215, s. 16.

Liste des
em-
ployés.

17. Les personnes tenant ouvertement dans cette province des drogueries, et ayant à leur emploi des licenciés en pharmacie, des assistants-pharmaciens ou des étudiants en pharmacie doivent, dans les dix jours de toute réquisition qui leur en est faite par le secrétaire, lui fournir une liste de ces employés. S. R. 1925, c. 215, a. 17.

17. Every person openly keeping a drug store in this Province, having any licentiate of pharmacy, assistant pharmacist or student of pharmacy in his employ, shall furnish the secretary-registrar with a list of such employees within ten days of any requisition made by him. R. S. 1925, c. 215, s. 17.

List of em-
ployees.

Décès.

18. 1. Au cas de décès d'une personne légalement autorisée à exercer et exerçant, lors de sa mort, la profession de chimiste et de droguiste, l'exécuteur testamentaire, l'administrateur ou le fidéicommissaire de la succession de cette personne, peut continuer les affaires, sous la surveillance personnelle d'un licencié en pharmacie, inscrit conformément aux dispositions de la présente loi, pourvu qu'il continue à payer l'honoraire annuel d'inscription payé jusqu'alors par le licencié décédé.

18. 1. Upon the decease of any person legally authorized and actually carrying on the business of chemist and druggist at the time of his death, the executor, administrator or trustee of the estate of such person, may continue such business under the personal superintendence of a licentiate of pharmacy registered under this act, provided he continues to pay the annual registration fee theretofore paid by the said deceased licentiate.

Death.

Continua-
tion des
affaires.

Business
continued.

Proviso.

Incapa-
cité.

2. Ces dispositions s'appliquent au cas de tout licencié en pharmacie devenu mentalement ou physiquement incapable d'exercer la profession de chimiste et de droguiste.

2. These provisions shall also apply to the case of any licentiate of pharmacy, who may have become mentally or physically incapacitated from carrying on the profession of a chemist and druggist.

Incapac-
ity.

Cession de
biens.

3. Au cas de cession de biens, le gardien provisoire ou le curateur, selon le cas, doit, lorsque les affaires continuent, placer en charge de la droguerie un médecin inscrit ou un licencié en pharmacie jusqu'à ce que la liquidation soit close. S. R. 1925, c. 215, a. 18.

3. In the case of an abandonment of property, the provisional guardian or the curator, as the case may be, should the business be kept open, must place in charge a registered physician or licentiate of pharmacy, until such insolvent estate is closed. R. S. 1925, c. 215, s. 18.

Insol-
vency.

SECTION VIII

DE LA VENTE DES DRUGUES ET POISONS

Poisons.

19. Les différentes substances nommées ou décrites dans l'annexe à la présente loi sont des poisons au sens de la présente loi.

19. The several substances named or described in the schedule to this act, are poisons within the meaning of this act.

Poisons.

Règle-
ment.

Le conseil peut en tout temps déclarer, par règlement, qu'une substance quelconque spécifiée dans ce règlement est un poison au sens de la présente loi.

The Council may, at any time, by regulation, declare that any substance named in such regulation shall be a poison within the meaning of this act.

Regula-
tion.

Approba-
tion.

Le conseil doit soumettre ce règlement à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et, s'il est approuvé, il entre en vigueur un mois après sa publication dans

The Council shall submit such regulation to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, and, if it be approved, it shall come into force one month

Approval.

la *Gazette officielle de Québec*, et les substances y mentionnées sont considérées des poisons au sens de la loi.

after the publication thereof in the *Quebec Official Gazette*, and the substances therein mentioned shall be considered as poisons within the meaning of the law.

Expert. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avant de donner son approbation, faire constater, aux frais de l'Association pharmaceutique de la province de Québec, par un expert, si les substances mentionnées au règlement sont ou non des poisons au sens de la présente loi. S. R. 1925, c. 215, a. 19.

The Lieutenant-Governor in Council may, before giving his approval, cause to be ascertained, by an expert, at the expense of the Pharmaceutical Association of the Province of Quebec, whether the substances mentioned in the regulations are or are not poisons within the meaning of this act. R. S. 1925, c. 215, s. 19. **Expert.**

Étiquette. 20. Il est défendu de garder ou de vendre aucun des poisons énumérés dans ladite annexe, sans que la boîte, la bouteille, le vase, l'enveloppe ou la couverture contenant ce poison soit étiqueté d'une manière distincte au moyen d'un écriteau portant le nom de la substance et le mot "poison", ainsi que le nom et l'adresse du vendeur de ce poison.

20. It shall be unlawful to keep or sell any of the poisons named in the said schedule, unless the box, bottle, vessel, wrapper or cover, in which such poison is contained, be distinctly labelled with the name of the article and the word "poison" and with the name and address of the seller of the poison. **Label.**

Acheteur. Il est défendu de vendre un de ces poisons à une personne inconnue du vendeur, à moins que l'identité de cette personne ne soit établie par une personne connue du vendeur.

It shall be unlawful to sell any such poison to any person unknown to the seller, unless identified by some person known to the seller. **Purchaser.**

Registre. Lors de chaque vente d'un tel poison, le vendeur doit, avant de le livrer, faire ou faire faire, dans un registre tenu à cette fin, une inscription constatant, conformément à la formule 1, la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur, le nom et la quantité du poison vendu, et le but pour lequel l'acheteur a déclaré en avoir besoin.

On every sale of such poison, the seller shall, before delivery, make or cause to be made an entry in a book to be kept for that purpose, stating, in the form set forth in form 1, the date of the sale, the name and address of the purchaser, the name and the quantity of the poison sold, and the purposes for which it is stated by the purchaser to be required. **Record of sale.**

Signatures. La signature de l'acheteur et, si une personne l'a présenté, celle de cette personne, doivent être apposées à cette inscription.

The signature of the purchaser, and, if any person introduces the purchaser, the signature of such person, shall be affixed to such entry. **Signatures.**

Nom du registre. Le registre mentionné dans le présent article pour les fins ci-dessus, porte le nom de "registre des ventes de poisons" et est ouvert en tout temps à l'inspection du secrétaire-registraire.

The book specified in this section for the purposes aforesaid shall be called the "Poison Sales Register", and shall be open to inspection by the secretary-registrar at any time. **Register.**

Prescriptions. Rien dans le présent article ne doit s'appliquer à la composition ou à la préparation des prescriptions de médecins ou de vétérinaires contenant quelqu'un des poisons mentionnés dans l'annexe à la présente loi. S. R. 1925, c. 215, a. 20.

Nothing in this section shall apply to the compounding or dispensing of physicians' or veterinary surgeons' prescriptions containing any of the poisons mentioned in the said schedule. R. S. 1925, c. 215, s. 20. **Prescriptions.**

Vendeur. 21. Nul ne peut tenir un établissement pour la vente en détail, la préparation sur prescription ou la composition des drogues

21. No person shall keep open a shop for the retailing, dispensing or compounding of drugs or of the poisons enumerated **Seller's qualifications.**

ou des poisons énumérés dans l'annexe à la présente loi, ou vendre ou tenter de vendre des drogues ou l'un des poisons qui y sont énumérés, ou des préparations médicinales contenant quelqu'un de ces poisons, ou se livrer à la préparation des prescriptions, ou employer ou prendre le titre de pharmacien-chimiste, ou de chimiste, droguiste, apothicaire, pharmacopole, chimiste-préparateur ou chimiste-pharmaceutique, ou tout autre titre comportant une semblable interprétation, dans cette province, sans être médecin inscrit comme membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, ou sans être inscrit conformément aux dispositions de la présente loi comme "licencié en pharmacie". S. R. 1925, c. 215, a. 21.

in the schedule to this act, or sell or attempt to sell any drug or poison therein mentioned, or any medicinal preparation containing any of the said poisons, or engage in the dispensing of prescriptions, or use or assume the title of chemist and druggist, or chemist, or druggist, or apothecary, or pharmacist, or pharmaceutist, or dispensing or pharmaceutical chemist, or any other title bearing a similar interpretation, within this Province, unless he be a physician registered as a member of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec or be registered in accordance with the provisions of this act as a licentiate of pharmacy. R. S. 1925, c. 215, s. 21.

Médecin.

22. Tout médecin inscrit comme membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, peut ouvrir un magasin de drogues, pourvu qu'il paye l'honoraire requis par l'article 14, sans préjudice des privilèges qu'il a comme médecin. S. R. 1925, c. 215, a. 22.

22. Any physician, registered as a member of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, may open a drug store provided he pays the fee required by section 14, without any prejudice to his privileges as a physician. R. S. 1925, c. 215, s. 22.

Québec et
Montréal.

23. Nonobstant les dispositions de l'article 22, dans les cités de Québec et de Montréal, aucun médecin ne peut exercer le commerce de pharmacie s'il n'abandonne la pratique de la médecine et de la chirurgie; mais la présente disposition ne s'applique pas aux médecins tenant une pharmacie le 2 avril 1890 (date de l'entrée en vigueur de la loi 53 Victoria, chapitre 46). S. R. 1925, c. 215, a. 23.

23. Notwithstanding the provisions of section 22, no physician in the cities of Quebec and Montreal may become a druggist unless he ceases to practise as a physician and surgeon; but the present clause shall not apply to those physicians who were keeping drug stores on the 2nd of April, 1890 (the date of the coming into force of the act 53 Victoria, chapter 46). R. S. 1925, c. 215, s. 23.

Nom du
propriétaire.

24. Tout magasin de drogues doit être tenu sous le nom de son véritable propriétaire, qui doit être un licencié en pharmacie ou un médecin ou chirurgien régulièrement inscrit.

24. Every drug store shall be carried on under the name of the real proprietor thereof, who must be a licentiate of pharmacy or a duly registered physician and surgeon.

Pénalités.

Tout médecin ou licencié en pharmacie, qui n'est pas le véritable propriétaire de l'établissement, et permet qu'on se serve de son nom comme tel pour cette fin, est passible, pour chaque infraction, de la pénalité ci-après édictée; de même tout propriétaire de magasin de drogues qui porte ou emploie devant le public, contrairement aux dispositions de la présente loi, le nom d'un licencié en pharmacie, ou d'un médecin chirurgien dûment inscrit

Any physician or licentiate of pharmacy, not being the real proprietor of a drug store, allowing his name to be used as being such proprietor, shall incur, for each offence, the penalty hereinafter provided; and any person being the proprietor of a drug store, using or holding out to the public, contrary to the provisions of this act, the name of a licentiate of pharmacy, or of a duly registered physician and surgeon, as being the proprietor thereof, shall

comme en étant propriétaire, est passible pour chaque infraction, de la pénalité ci-dessous mentionnée, excepté dans les cas prévus à l'article 18. S. R. 1925, c. 215, a. 24.

incur, for each offence, the penalty hereinafter provided, except in cases provided for by section 18. R. S. 1925, c. 215, s. 24.

Magasin ouvert.

25. Toute personne qui ouvre ou acquiert un magasin de drogues, dans cette province, doit faire et remettre au secrétaire-registraire une déclaration par écrit sous sa signature, mentionnant ses nom, prénoms, qualité et résidence, la date de l'ouverture ou de l'acquisition de ce magasin, et l'endroit où il est situé.

25. Every person who opens, or acquires, a drug store in the Province, must make and forward to the secretary-registrar a declaration in writing under his signature, setting forth his name in full, occupation, and residence, the date of the opening or of the acquisition of such store, and the place where it is situated.

Déclaration.

Délai.

Cette déclaration doit être faite dans les trente jours qui suivent l'ouverture ou l'acquisition de ce magasin.

Such declaration must be made within thirty days after the opening or the acquisition of such store.

Société.

Dans le cas d'une société, cette déclaration doit contenir les nom, prénoms, qualité et résidence de chacun des associés.

In the case of a partnership, such declaration must contain the name in full, occupation and residence of each of the partners.

Idem.

Une pareille déclaration doit être faite et remise au secrétaire-registraire, dans le même délai, chaque fois qu'il survient quelque changement ou modification dans le personnel de la société. S. R. 1925, c. 215, a. 25.

A similar declaration must be made and forwarded to the secretary-registrar within the same delay, every time any change or alteration takes place in the personnel of the partnership. R. S. 1925, c. 215, s. 25.

Assistants.

26. Nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, un licencié en pharmacie peut employer les assistants-pharmaciens et les étudiants en pharmacie qu'il juge nécessaires pour l'aider dans l'accomplissement de ses devoirs comme pharmacien; mais personne ne peut employer à cette fin un assistant ou un étudiant qui n'est pas inscrit conformément à la présente loi. S. R. 1925, c. 215, a. 26.

26. Any provision to the contrary in this act notwithstanding, any licentiate of pharmacy may employ such assistant pharmacists or students of pharmacy as he may deem necessary, to assist him in the duties of pharmacist; but no person shall employ any assistant or student for any such purpose, unless such assistant or student be registered in accordance with the provisions of this act. R. S. 1925, c. 215, s. 26.

Prescriptions.

27. Aucun étudiant en pharmacie ne peut se livrer, ni un licencié en pharmacie permettre à cet étudiant de se livrer, à la préparation des prescriptions ou à la vente des poisons énumérés dans l'annexe à la présente loi, à moins que cet étudiant, durant le temps qu'il est occupé à la préparation de ces prescriptions ou à la vente de ces poisons, ne soit sous la surveillance immédiate d'un médecin, d'un licencié en pharmacie ou d'un assistant-pharmacien. S. R. 1925, c. 215, a. 27.

27. No student of pharmacy shall dispense prescriptions, or sell any poison enumerated in the schedule to this act, nor shall any licentiate of pharmacy permit any student to so dispense or sell, unless such student be under the immediate supervision of a physician, or licentiate of pharmacy, or assistant pharmacist, during the time he dispenses prescriptions, or sells the aforesaid poisons. R. S. 1925, c. 215, s. 27.

Plusieurs magasins.

28. Aucune personne ne peut tenir dans cette province plus d'un magasin de drogues, à moins que chaque établissement

28. No person shall keep open more than one drug store in the Province, unless each additional or branch store be under

additionnel ou succursale ne soit directement sous le contrôle et l'administration d'un médecin inscrit ou d'un licencié en pharmacie. S. R. 1925, c. 215, a. 28.

the direct control and management of a registered physician or a licentiate of pharmacy. R. S. 1925, c. 215, s. 28.

Vente
permise.

29. Rien dans la présente loi ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites en vertu de la présente loi, de vendre le vert de Paris ou la pourpre de Londres, si ces substances sont dans des paquets sûrs et distinctement étiquetés du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur et marqués du mot "poison". S. R. 1925, c. 215, a. 29.

29. Nothing in this act shall prevent the sale, by persons not registered in pursuance of this act, of Paris Green or London Purple, so long as said articles are sold in well secured packages, distinctly labelled with the name of the article and the name and address of the seller and marked "Poison". R. S. 1925, c. 215, s. 29.

Respon-
sabilité.

30. Pour les fins de la présente loi, le propriétaire de la part duquel une vente est faite par un assistant, un étudiant ou une autre personne à son emploi, est considéré comme le vendeur, sans préjudice toutefois de la responsabilité encourue par les personnes visées à l'article 35. S. R. 1925, c. 215, a. 30.

30. For the purposes of this act, the proprietor, on whose behalf any sale is made by any assistant, student or other employee, shall be deemed the seller, without prejudice however to any liability incurred by the persons mentioned in section 35. R. S. 1925, c. 215, s. 30.

Médecine
brevetée.

31. 1. Rien dans la présente loi ne s'applique à, ni n'affecte la fabrication ou la vente d'un médicament breveté ou particulier (*proprietary medicine*).

31. 1. Nothing in this act shall extend to or interfere with or affect the making of or dealing in any patent or proprietary medicines.

Analyse.

2. Néanmoins, s'il y a lieu de craindre que ce médicament ne renferme quelque poison mentionné dans l'annexe en quantité suffisante pour rendre son usage, dans les doses prescrites, dangereux pour la santé ou la vie, le ministre de la santé et du bien-être social peut en faire faire l'analyse par un analyste ou une autre personne compétente.

2. If, however, there be any reason to apprehend that any such medicine contains any poison mentioned in the schedule, in such quantity as to render the use of the said medicine, in the doses prescribed, dangerous to health or life, the Minister of Health and Social Welfare may cause an analysis of such medicine to be made by an analyst or other competent person.

Avis.

3. Si, après l'analyse, le rapport constate que ce médicament contient quelque'un de ces poisons en assez grande quantité pour en rendre l'usage, dans les doses prescrites, dangereux pour la vie ou la santé, le ministre de la santé et du bien-être social doit notifier au fabricant ou propriétaire de ce médicament, ou à son agent ou représentant en cette province, le résultat de l'analyse, et en ce cas doit fixer le temps et le lieu convenables où le fabricant ou propriétaire peut comparaître devant lui pour contester ce rapport.

3. If, on such analysis, it be reported by such analyst or other person that such medicine does contain any of the said poisons in such a quantity as to render its use, in the doses prescribed, dangerous to health or life, the Minister of Health and Social Welfare shall give notice to the manufacturer or proprietor of such medicine, or to his agent or representative in this Province, of the result of such analysis, and in that case shall name a convenient time and place at which the manufacturer or proprietor may be heard before him, in opposition to the said report.

Rapport.

4. Si le ministre de la santé et du bien-être social est d'avis que le médicament est, dans les doses prescrites, dangereux

4. If the Minister of Health and Social Welfare be of opinion that the said medicine is, in the doses prescribed, dangerous

comme susdit, il doit faire rapport de son opinion au lieutenant-gouverneur en conseil, et ce rapport est sujet à un appel au lieutenant-gouverneur en conseil.

Publica-
tion.

5. Le ministre de la santé et du bien-être social soumet au lieutenant-gouverneur en conseil le rapport de l'analyse, et les objections, s'il y en a, que le fabricant ou propriétaire y a faites, ainsi que le rapport du ministre de la santé et du bien-être social lui-même au sujet de cette analyse, et, si le lieutenant-gouverneur en conseil approuve ce rapport, avis en est donné dans la *Gazette officielle de Québec*, et après tel avis les dispositions de la présente loi, relatives aux poisons, s'appliquent à ce médicament, qu'il soit vendu par ceux enregistrés en vertu de la présente loi ou par d'autres. S. R. 1925, c. 215, a. 31; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

as aforesaid, he shall report his opinion to the Lieutenant-Governor in Council, and the report shall be subject to appear to the Lieutenant-Governor in Council.

5. The Minister of Health and Social Welfare shall submit to the Lieutenant-Governor in Council the report of the analysis and the objections, if any, made to the same by the manufacturer or proprietor, together with the report of the Minister of Health and Social Welfare thereon, and if the Lieutenant-Governor in Council approves of such report, notice shall be given in the *Quebec Official Gazette* and, after such notice, the provisions of this act with regard to poisons shall apply to such medicine, whether sold by persons registered in pursuance of this act or by others. R. S. 1925, c. 215, s. 31; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

SECTION IX

DES POURSUITES ET DES PÉNALITÉS

Juridic-
tion.

32. Les poursuites intentées pour le recouvrement des amendes imposées en vertu de la présente loi, peuvent l'être par l'association devant un juge des sessions de la paix, un magistrat de police ou un recorder dans les cités de Québec et de Montréal, ou devant un magistrat de district ou un juge de paix de l'endroit où l'infraction a été commise dans les autres parties de la province, ou devant tout autre tribunal compétent de la localité où l'infraction a été commise par simple action civile en la manière ordinaire. S. R. 1925, c. 215, a. 32; 25-26 Geo. V, c. 69, a. 1.

Exécution.

33. A défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais, ils sont prélevés par voie de saisie et vente des biens du défendeur; et, dans les cas où les biens ne sont pas suffisants pour les payer, le défendeur peut être incarcéré dans la prison commune du district pour une période n'excédant pas quatre-vingt-dix jours, à moins que cette amende et ces frais ne soient plus tôt payés. S. R. 1925, c. 215, a. 33.

Prison.

Preuve.

34. Dans toute poursuite intentée en vertu des articles 21 et 28, il incombe au

DIVISION IX

PROSECUTIONS AND PENALTIES

32. Prosecutions instituted for the recovery of any fine imposed under this act may be instituted by the Association, before a judge of the sessions, police magistrate or recorder, in the cities of Quebec and Montreal, or before a district magistrate or justice of the peace of the place where the offence was committed, in the other parts of the Province, or may be instituted before any court of competent jurisdiction in the place where the offence was committed by civil action in the ordinary manner. R. S. 1925, c. 215, s. 32; 25-26 Geo. V, c. 69, s. 1.

33. In default of immediate payment of the fine and costs, they shall be levied by the seizure and sale of the property of the defendant; and, in default of sufficient property, the defendant shall be liable to be imprisoned in the common gaol of the district for a term of not more than ninety days, unless such penalty and costs be sooner paid. R. S. 1925, c. 215, s. 33.

34. In any prosecution under sections 21 and 28, it shall be incumbent upon the

défendeur de faire la preuve de son droit d'exercer la profession de licencié en pharmacie ou de prendre l'un des titres mentionnés dans ces articles.

Certificat. La production d'un certificat faisant voir qu'il possède ce droit, fait preuve par elle-même de ce fait. S. R. 1925, c. 215, a. 34.

defendant to prove that he is entitled to exercise the calling of a licentiate of pharmacy or to assume any of the titles specified in the said sections.

The production of a certificate, showing that he is so entitled, shall be considered *prima facie* evidence that he is so entitled. R. S. 1925, c. 215, s. 34.

Certifi-
cate.

Fausse
repré-
sentation.

35. Toute personne se donnant fausement, par un nom, un titre ou une désignation quelconque, comme inscrite conformément aux dispositions de la présente loi, ou, représentant fausement la classe ou le degré de son inscription, ou s'engageant comme assistant-pharmacien, ou comme étudiant en pharmacie alors qu'elle n'est pas inscrite comme telle, est, pour chaque infraction, passible d'une amende de vingt dollars et des dépens. S. R. 1925, c. 215, a. 35.

35. If any person falsely represents, by any name, title or description, that he is registered under this act, or falsely represents the class or grade of his registration, or engages himself as an assistant pharmacist, or as a student of pharmacy, not being registered as such, he shall be liable to a fine, for every offence, of twenty dollars and costs. R. S. 1925, c. 215, s. 35.

False
repre-
sentation.

Défaut de
déclarer.

36. Toute personne qui néglige de fournir au secrétaire-registraire la déclaration exigée par l'article 25, est passible d'une amende de vingt-cinq dollars et des dépens. S. R. 1925, c. 215, a. 36.

36. Every person who neglects to furnish to the secretary-registrar the declaration required by section 25 shall be liable to a fine of twenty-five dollars and costs. R. S. 1925, c. 215, s. 36.

Neglect
to declare.

Inspection
refusée.

37. Toute personne qui refuse de permettre au secrétaire-registraire de faire la visite et l'inspection de son magasin de drogues, dans tous ses départements, est passible, pour chaque refus, d'une amende de vingt-cinq dollars et des dépens. S. R. 1925, c. 215, a. 37.

37. Every person who refuses to allow the secretary-registrar to visit and inspect his drug store, in all its departments, shall be liable, for each refusal, to a fine of twenty-five dollars and costs. R. S. 1925, c. 215, s. 37.

Refusing
inspection.

Autres
infractions.

38. Toute personne enfreignant les dispositions de l'article 18, ou des articles 21 à 29, est passible d'une amende de cinquante dollars pour la première infraction, et de cent dollars pour chaque infraction subséquente, avec les dépens. S. R. 1925, c. 215, a. 38.

38. Any person, offending against the provisions of section 18 or sections 21 to 29, shall be liable to a fine of fifty dollars for the first offence, and of one hundred dollars for each subsequent offence, with costs. R. S. 1925, c. 215, s. 38.

Other
offences.

Idem.

39. Toute personne qui néglige de fournir au secrétaire-registraire le renseignement exigé par l'article 17, est passible d'une amende de cinq dollars et des dépens. S. R. 1925, c. 215, a. 39.

39. Every person who neglects to furnish the information to the secretary-registrar, as required by section 17, shall be liable to a fine of five dollars and costs. R. S. 1925, c. 215, s. 39.

Idem.

Poisons.

40. Toute personne qui vend un des poisons mentionnés dans les articles 19 ou 20, autrement que de la manière prescrite par ces articles, est passible d'une amende de vingt-cinq dollars et des dépens. S. R. 1925, c. 215, a. 40.

40. Every person, selling any poison mentioned in section 19 or 20, otherwise than as therein provided, shall be liable to a fine of twenty-five dollars and costs. R. S. 1925, c. 215, s. 40.

Poison.

Registre. **41.** Toute personne refusant de soumettre le registre tenu conformément à l'article 20, à l'inspection du secrétaire-registraire, est passible, pour chaque refus, d'une amende de dix dollars et des dépens. S. R. 1925, c. 215, a. 41.

41. Every person refusing to submit the register kept in compliance with section 20, for inspection by the secretary-registrar, shall, for each refusal, be liable to a fine of ten dollars and costs. R. S. 1925, c. 215, s. 41.

Amendes. **42.** Tous les honoraires, toutes les pénalités et les amendes payables en vertu de la présente loi, appartiennent à l'Association pharmaceutique de la province de Québec, pour les fins de la présente loi. S. R. 1925, c. 215, a. 42.

42. All fees, penalties and fines payable under this act, shall belong to the Pharmaceutical Association of the Province of Quebec for the purposes of this act. R. S. 1925, c. 215, s. 42.

SECTION X

DU BUREAU DE DISCIPLINE

Bureau. **43.** Dans le but de faire observer les règlements de l'association ainsi que les règles de la déontologie pharmaceutique, il est créé un bureau de sept membres appelé "Bureau de discipline".

Membres. Le président du conseil de l'association pharmaceutique est de droit membre et président de ce bureau; les six autres membres sont nommés par le conseil de l'association, qui les choisit parmi les personnes qu'il juge compétentes.

**Nomina-
tion.** La nomination des membres du bureau de discipline se fait à la première assemblée qui suit l'assemblée annuelle; ils restent en office jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

Quorum. Le quorum du bureau de discipline est formé de cinq membres; le secrétaire-registraire en est le secrétaire. S. R. 1925, c. 215, a. 43.

**Règle-
ments.** **44.** Le bureau de discipline a le droit de faire des règlements pour sa régie et la procédure qui doit être suivie devant lui. S. R. 1925, c. 215, a. 44.

Plaintes. **45.** Le bureau de discipline connaît de, entend et décide, sauf appel au conseil, toute accusation ou plainte contre un membre ou contre toute personne inscrite en vertu de la présente loi, pour infraction à ses devoirs professionnels ou pour tout autre acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession.

**Actes dé-
rogatoires.** Seuls sont déclarés actes dérogatoires à l'honneur professionnel:

DIVISION X

BOARD OF DISCIPLINE

43. For the better observance of the by-laws of the Association and of the rules of pharmaceutical ethics, there shall be a council of seven members called the "Board of Discipline".

The president of the Pharmaceutical Association shall *ex officio* be a member and the chairman of the board, and the six other members shall be appointed by the Council of the Association, who shall choose them from among the persons it deems competent.

The appointment of members of the Board of Discipline shall be made at the first meeting after the annual meeting. They shall hold office until replaced.

The quorum of the Board of Discipline shall be five members; the secretary-registrar shall act as its secretary. R. S. 1925, c. 215, s. 43.

44. The Board of Discipline shall have the right to make by-laws for its government and for the proceedings to be taken before it. R. S. 1925, c. 215, s. 44.

45. It shall be the duty of the Board of Discipline to enquire into, to consider, hear and decide, subject to appeal to the Council, every charge or complaint against any member or against any person registered under this act, for infraction of his professional duties or any act derogatory to the honor or dignity of the profession.

The following acts alone are declared to be derogatory to professional honor:

1° Le partage entre médecins et pharmaciens des bénéfices qui résultent des ordonnances de ces médecins;

2° L'abus habituel des boissons alcooliques, de la cocaïne ou de toutes autres drogues ou préparations narcotiques;

3° La commission d'un acte criminel légalement prouvé, et suivi de condamnation définitive par un tribunal compétent décrétant l'emprisonnement ou l'amende;

4° Toute infraction à la Loi de pharmacie de Québec par une personne inscrite conformément aux dispositions de ladite loi. S. R. 1925, c. 215, a. 45.

1. Dividing between physicians and druggists any profits that may result from prescriptions of such physicians;

2. The habitual abuse of alcoholic liquor, of cocaine, or of any other drug or narcotic preparation;

3. The commission of a criminal offence legally proved and followed by final sentence by a competent court ordering imprisonment or fine;

4. Any breach of the Quebec Pharmacy Act by a person registered in accordance with the provisions of such act. R. S. 1925, c. 215, s. 45.

Avis de la sentence.

46. Le greffier de tout tribunal, ayant juridiction criminelle dans cette province, devant lequel un procès s'est instruit contre un membre de l'association ou contre toute personne inscrite en vertu de la présente loi doit, sans délai, informer le secrétaire-registraire de l'association de la sentence prononcée contre ce membre ou cette personne et lui transmettre une copie certifiée de cette sentence. S. R. 1925, c. 215, a. 46.

46. The clerk of any court having criminal jurisdiction in this Province, before whom a member of the Association, or any other person registered under this act, is prosecuted, shall, without delay, notify the secretary-registrar of the Association of the sentence pronounced against such member, or such person, and shall send the secretary-registrar a certified copy of such sentence. R.S. 1925, c. 215, s. 46.

Forme de la plainte.

47. Toute plainte contre un membre ou contre une personne inscrite en vertu de la présente loi, doit être par écrit, sous serment prêté devant le secrétaire-registraire ou devant un juge de paix, et adressée au secrétaire-registraire.

47. Every complaint against a member or against any person registered under this act shall be made in writing, under oath taken before the secretary-registrar or a justice of the peace, and addressed to the secretary-registrar.

Contenu.

La plainte doit indiquer sommairement la nature, le temps, le lieu et les circonstances de la contravention et être accompagnée d'une liste contenant les noms, prénoms, qualités et résidences des témoins que le plaignant désire faire entendre.

The complaint shall indicate summarily the nature, time, place and circumstances of the offence, and be accompanied by a list containing the names in full, occupations and residences of the witnesses whom the complainant wishes to be heard.

Convocation.

Sur réception de la plainte, le secrétaire-registraire doit immédiatement en informer le président qui ordonne, s'il y a lieu, de convoquer le bureau de discipline.

On receipt of any complaint, the secretary-registrar must immediately inform the president thereof, who shall, if the occasion requires, summon a meeting of the Board of Discipline.

Rapport.

Si le président ne juge pas à propos d'ordonner la convocation du bureau de discipline, il doit en faire rapport au conseil de l'association à l'assemblée suivante qui peut en ordonner la convocation s'il le croit opportun. S. R. 1925, c. 215, a. 47.

If the president does not see fit to order a meeting of the Board of Discipline, he must make a report thereof to the Council of the Association at its next meeting, and the Council may order the meeting of the Board if it thinks proper. R. S. 1925, c. 215, s. 47.

Décision.

48. Le conseil de l'association possède le pouvoir, à défaut de règlements applicables à un cas particulier, de décider si

48. The Council of the Association shall have the power, in default of any by-law applicable to a particular case, to

l'acte mentionné dans la plainte est dérogatoire à la dignité ou à la discipline de la profession. S. R. 1925, c. 215, a. 48.

decide if the act mentioned in the complaint is derogatory to the dignity or the discipline of the profession. R. S. 1925, c. 215, s. 48.

Avis à l'accusé.

49. Le secrétaire-registraire, en recevant l'ordre de convoquer le bureau de discipline, transmet à l'accusé, par lettre recommandée, une copie de la plainte dûment certifiée par lui, avec un avis l'informant du lieu, de la date et de l'heure où la plainte sera prise en considération.

49. The secretary-registrar, upon receipt of the order to call a meeting of the Board of Discipline, must forward to the accused, by registered letter, a copy of the complaint duly certified by himself, with a notice informing him of the place, date and hour at which the complaint will be taken into consideration. Notice to accused.

Plaignant.

Le secrétaire-registraire doit aussi transmettre au plaignant, par lettre recommandée, un semblable avis.

The secretary-registrar must likewise forward to the complainant, by registered letter, a similar notice. Complainant.

Délai.

Ces avis doivent être déposés à la poste au moins quinze jours avant celui fixé pour la prise en considération de la plainte. S. R. 1925, c. 215, a. 49.

Such notices must be mailed at least fifteen days before the day fixed for the taking into consideration of the complaint. R. S. 1925, c. 215, s. 49. Delay.

Défense.

50. Sur réception de la plainte, l'accusé transmet au secrétaire-registraire, par lettre recommandée, au moins six jours avant celui fixé pour la prise en considération de la plainte, sa défense écrite, avec une liste contenant les noms, prénoms, qualités et résidences des témoins qu'il désire faire entendre; s'il ne transmet pas de défense il ne peut faire entendre de témoins.

50. Upon receipt of the complaint, the accused must transmit to the secretary-registrar, by registered letter, at least six days before the day fixed for the taking into consideration of the complaint, his defence in writing, with a list containing the names in full, occupations and residences of the witnesses he wishes to be heard. On his failure to produce a defence, he shall not be entitled to have any witnesses heard. Defence.

Copie.

Sur réception de cette défense, le secrétaire-registraire en transmet au plaignant, par lettre recommandée, une copie qu'il a dûment certifiée. S. R. 1925, c. 215, a. 50.

On receipt of such defence, the secretary-registrar must forward to the complainant, by registered letter, a copy thereof duly certified by himself. R. S. 1925, c. 215, s. 50. Copy.

Témoins.

51. Dans l'exercice de ses fonctions, le bureau de discipline peut assigner des témoins, et possède, pour les forcer à comparaître et à répondre, et pour les punir en cas de refus, tous les pouvoirs de la Cour supérieure.

51. In the exercise of its functions, the Board of Discipline may summon witnesses, and, in order to compel them to appear and answer questions, and to punish them in case of refusal, it shall have the powers of the Superior Court. Witnesses.

Documents.

Il a aussi le droit de faire produire devant lui tout document jugé nécessaire pour se prononcer sur une plainte. Il possède pour obliger à la production de ces documents, les pouvoirs de la Cour supérieure. S. R. 1925, c. 215, a. 51.

It shall also have the right to order the production before it of any document deemed necessary for the decision upon any complaint. To compel the production of any such document it shall have all the powers of the Superior Court. R. S. 1925, c. 215, s. 51. Documents.

- Subpœna.** **52.** L'assignation des témoins est faite par bref de subpœna émis au nom du président et du bureau de discipline, signé par le secrétaire-registraire et revêtu du sceau de l'association.
- La production des documents nécessaires est requise par le même bref de subpœna signifié aux témoins. S. R. 1925, c. 215, a. 52.
- 52.** Witnesses shall be summoned by a Subpœna writ of subpœna issued in the name of the president and of the Board of Discipline, signed by the secretary-registrar, and bearing the seal of the Association.
- The production of necessary documents shall be called for by the same writ of subpœna served upon the witness. R. S. 1925, c. 215, s. 52.
- Signification.** **53.** Les subpœna sont signifiés par un huissier de la Cour supérieure, et, s'il n'y a pas d'huissier dans la localité, par une personne majeure et lettrée.
- 53.** A subpœna may be served by a Service. bailiff of the Superior Court, or, if there be no bailiff in the locality, by any literate person of the age of at least twenty-one years.
- Procès-verbal.** Le procès-verbal de signification par un huissier est fait sous son serment d'office; celui que fait une personne lettrée est attesté sous serment devant un juge de paix ou un commissaire de la Cour supérieure.
- The return of service by a bailiff shall be made under his oath of office; the return by a literate person must be sworn to before a justice of the peace or a commissioner of the Superior Court.
- Délai.** La signification de ce bref est faite en la manière prévue au Code de procédure civile.
- The service of such writ shall be made in the manner provided in the Code of Civil Procedure.
- Délai.** Le délai après la signification est le même que celui prévu au Code de procédure civile. S. R. 1925, c. 215, a. 53.
- The delay after service shall be the same as provided by the Code of Civil Procedure. R. S. 1925, c. 215, s. 53.
- Audition.** **54.** Au jour et à l'endroit fixés, le bureau de discipline entend le plaignant et l'accusé, s'ils se présentent, sinon, celui qui comparait.
- 54.** At the place and time fixed, the Board of Discipline shall hear the complainant and the accused, if present, if not, they shall hear whoever appears.
- Comparution.** Le plaignant et l'accusé peuvent comparaître personnellement ou par procureur. S. R. 1925, c. 215, a. 54.
- The complainant and the accused may appear either in person or by attorney. R. S. 1925, c. 215, s. 54.
- Procédure.** **55.** Dans l'instruction de la plainte, le bureau de discipline procède par voie délibérative et peut recourir à tous les moyens qu'il juge convenables pour s'instruire des faits à vérifier et pour permettre à l'accusé de se défendre.
- 55.** In the hearing of the complaint, the Board of Discipline shall deliberate, and may have recourse to every means it deems fit to obtain information as to the facts, and to allow the accused to make his defence.
- Serment.** Le président du conseil et le secrétaire-registraire ont droit de faire prêter le serment ou l'affirmation aux parties et aux témoins.
- The president of the Council and the secretary-registrar shall have the right to administer the oath or the affirmation to the parties or witnesses.
- Témoignages.** Dans le cas où le bureau de discipline le juge nécessaire, les témoignages sont pris en tout ou en partie sous sa direction, par le secrétaire-registraire ou par un sténographe assermenté, au préalable, par le président ou le secrétaire-registraire.
- In case the Board of Discipline deems it necessary, the depositions shall be taken, in whole or in part under its direction, by the secretary-registrar, or by a stenographer who shall be sworn in advance by the president or the secretary-registrar.
- Procès-verbal.** Le secrétaire-registraire dresse procès-verbal des procédures faites devant le bureau de discipline.
- The secretary-registrar shall prepare a minute of the proceedings before the Board of Discipline.

- Décision.** La décision du bureau de discipline est rendue à la majorité des voix; elle doit être par écrit et motivée, et signée par le président du bureau de discipline. S. R. 1925, c. 215, a. 55.
- The decision of the Board of Discipline** shall be rendered according to a majority vote; it must be in writing, and must contain the reasons on which it is based; it must also be signed by the chairman of the Board of Discipline. R. S. 1925, c. 215, s. 55.
- Peines disciplinaires.** **56.** Le bureau de discipline a les pouvoirs, suivant la gravité de l'infraction, dans le cas de la condamnation de l'accusé:
- 56.** The Board of Discipline has the right, in case the accused is found guilty, and according to the gravity of the offence, to:—
- 1° De prononcer la censure et la réprimande;
 - 2° De le priver, s'il est membre, de sa voie délibérative et même du droit d'assister aux assemblées pour un terme n'excédant pas celui fixé par les règlements;
 - 3° De lui interdire l'exercice de la profession de pharmacien temporairement ou pour toujours;
 - 4° De le destituer comme membre de l'association;
 - 5° De faire rayer l'inscription de cette personne temporairement ou pour toujours, et la priver du droit d'agir comme étudiant en pharmacie ou assistant-pharmacien. S. R. 1925, c. 215, a. 56.
1. Censure and reprimand him;
 2. Deprive him, if he is a member, of his vote and even of his right to attend meetings, for a term of not more than as determined by the by-laws;
 3. Deprive him of the right to practise the profession of pharmacist, either temporarily or for all time;
 4. Expel him from membership in the Association;
 5. Strike out the registration of such person, either temporarily or for all time, and deprive him of the right to act as a student of pharmacy or an assistant pharmacist. R. S. 1925, c. 215, s. 56.
- Frais.** **57.** Le bureau de discipline peut condamner à tels frais qu'il juge convenables la partie qui a succombé, ou diviser ces frais, et, en outre, la condamner à payer à la partie gagnante une somme destinée à l'indemniser de toutes dépenses personnelles encourues au sujet de la plainte.
- 57.** The Board of Discipline may order the unsuccessful party to pay such costs as it deems proper, or may divide the costs; and, in addition, may order him to pay to the successful party a sum for the purpose of indemnifying him for all personal expenses in connection with the complaint.
- Copie de décision.** Si les parties ne sont pas présentes lors de la décision du bureau de discipline, le secrétaire-registraire doit leur en transmettre, par lettre recommandée, une copie qu'il a préalablement certifiée. S. R. 1925, c. 215, a. 57.
- If the parties are not present when the decision is given, the secretary-registrar must forward to them by registered letter a copy thereof, duly certified by him. R. S. 1925, c. 215, s. 57.
- Appel.** **58.** 1. Toute partie qui se croit lésée par la décision du bureau de discipline peut en appeler au conseil de l'association dans les quinze jours de cette décision.
- 58.** 1. Any party who believes himself aggrieved by the decision of the Board of Discipline may appeal therefrom to the Council of the Association within fifteen days after such decision was given.
- Mode d'appel.** Cet appel est porté par lettre recommandée, adressée au secrétaire-registraire et contenant succinctement les moyens de l'appel.
- Such appeal is taken by means of a registered letter, addressed to the secretary-registrar, and stating summarily the grounds of the appeal.
- Audition.** Le secrétaire-registraire doit soumettre la demande d'appel à la prochaine as-
- The secretary-registrar is bound to submit the appeal to the next meeting of

semblée du conseil de l'association.

Procédure. Le conseil de l'association détermine de quelle manière et dans quel délai il sera disposé de l'appel, et fixe la procédure à suivre.

Décision. Il décide de l'appel sommairement.

Frais. 2. En rendant sa décision, le conseil de l'association a le pouvoir de condamner à tels frais qu'il juge convenables, la partie qui a succombé, ou de diviser ces frais.

Exécution. 3. À défaut par la partie de payer les frais adjugés contre elle, sous quinze jours, à compter de la décision du bureau de discipline, ou, s'il y a eu appel, sous quinze jours à compter de la décision de cet appel, l'Association pharmaceutique de la province de Québec, ou la partie à laquelle ils sont adjugés, peut obtenir de la Cour supérieure du district où la plainte a été faite, une exécution contre les biens meubles ou immeubles de la personne condamnée à les payer, en déposant au bureau du protonotaire une copie certifiée par le secrétaire-registraire de la décision et du montant des frais à laquelle cette partie a été condamnée.

Restriction. 4. Aucune telle exécution n'émane contre les biens immeubles à moins que le montant des frais à recouvrer n'excède quarante dollars.

Inscription annulée. Si la partie en défaut de payer les frais, ou toute autre somme adjugée contre elle, est une personne inscrite en vertu de la présente loi, son inscription peut être annulée jusqu'à ce qu'elle ait payé la somme adjugée.

Bref. 5. Dans le cas de condamnation contre une partie ou un témoin, soit pour refus de se rendre à l'assignation, soit pour refus de répondre ou de produire des documents, une copie, certifiée par le secrétaire-registraire, de la condamnation portée contre ce témoin ou cette partie doit être déposée au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district où le bureau de discipline siège, et, sur le dépôt de cette copie accompagnée d'une réquisition à cette fin, le protonotaire doit émettre contre cette personne un bref d'exécution ou de contrainte, suivant le cas, qui est exécuté de la même manière que les brefs émis par la Cour supérieure en pareil cas.

the Council of the Association.

The Council of the Association shall determine the manner and the delay in which the appeal shall be disposed of, and shall fix the procedure to be followed.

It shall decide the appeal summarily.

2. In its decision of the appeal, the Council of the Association shall have the right to order the unsuccessful party to pay such costs as it deems proper, or to divide the costs.

3. On the failure of any party to pay any costs to which he has been condemned, within fifteen days after the decision of the Board of Discipline, or, in case of an appeal within fifteen days after the decision of such appeal, the Quebec Pharmaceutical Association, or the party in whose favor such costs have been adjudged, may obtain, from the Superior Court of the district in which the complaint was made, an execution against the moveable or immoveable property of the person condemned to pay them, by depositing at the Prothonotary's office a copy, certified by the secretary-registrar, of the decision and of the amount of the costs to which such party has been condemned.

4. No such execution shall issue against immoveable property unless the amount of the costs to be recovered is more than forty dollars.

If the party in default to pay the costs or any other sum adjudged against him, is a person registered under this act, his registration may be cancelled until he has paid the sum so adjudged.

5. In the case of a condemnation against a party or a witness, whether for refusal to obey the summons, or for refusal to answer or to produce a document, a copy, certified by the secretary-registrar, of the condemnation against such witness or such party, must be deposited at the prothonotary's office of the Superior Court of the district in which the Board of Discipline sits, and on the deposit of such copy, together with a requisition therefor, the prothonotary is bound to issue against such person a writ of execution or of imprisonment, as the case may be, which shall be executed in the same manner as a writ issued by the Superior Court in a similar case.

Appel aux tribunaux. 6. Il y a appel aux tribunaux des décisions rendues par le conseil de l'association dans les quinze jours de la signification de la décision.

L'appel suspend l'effet de la décision du conseil. S. R. 1925, c. 215, a. 58.

6. There shall be an appeal to the courts from any decision rendered by the Council of the Association, within fifteen days of the service of such decision.

The appeal shall suspend the effect of the decision of the Council. R. S. 1925, c. 215, s. 58.

SECTION XI

DISPOSITIONS DIVERSES

Privilèges sauvegardés.

59. Rien de contenu dans la présente loi ne peut affecter les privilèges conférés aux médecins et chirurgiens par les lois concernant l'exercice de la profession de médecin et de chirurgien dans cette province, ni le commerce des marchands de drogues en gros, ni celui des marchands d'articles pour photographes, dans le cours ordinaire du commerce de gros, ni les fabricants de préparations chimiques, ni les médecins vétérinaires régulièrement licenciés, dans l'exercice de leurs professions ou états. S. R. 1925, c. 215, a. 59.

Restriction.

60. Rien dans la présente loi ne s'applique aux hôpitaux ou autres institutions de charité qui gardent, soignent ou hospitalisent des malades, des indigents, orphelins ou vieillards, pourvu qu'il y ait un médecin attaché à ces institutions; elle ne s'applique pas non plus aux dispensaires dans les usines ou industries pour leurs seuls ouvriers et employés. S. R. 1925, c. 215, a. 60; 24 Geo. V, c. 62, a. 1.

DIVISION XI

MISCELLANEOUS

59. Nothing in this act shall interfere with the privileges conferred upon physicians and surgeons by the various acts relating to the practice of medicine and surgery in this Province, or with the business of wholesale dealers in drugs, or with dealers in photographic supplies, in the ordinary course of wholesale dealing, or with chemical manufacturers, or with duly licensed veterinary surgeons, in their practice or business as such. R. S. 1925, c. 215, s. 59.

60. Nothing in this act shall apply to hospitals or other charitable institutions which keep, care for or hospitalize the sick, indigents, orphans or the aged, provided that a physician be attached to such institutions, nor shall it apply to the dispensaries in factories or industries for their workmen and employees only. R. S. 1925, c. 215, s. 60; 24 Geo. V, c. 62, s. 1.

ANNEXE

(Articles 19, 20, 21, 27, 31)

LISTE DES POISONS

Acide cyanidrique.
Acide carbolic.
Aconite et préparations.
Antimoine, tartrate d'.
Arsenic et composés.
Belladone et préparations.
Cantharides, poudre et teinture pour emplâtre.
Chloral hydrate.
Chloroforme et éther.

SCHEDULE

(Sections 19, 20, 21, 27 and 31)

LIST OF POISONS

Aconite and its preparations;
Antimony, Tartrate of,—
Arsenic and all compounds thereof,
Belladonna and its preparations;
Calabar Bean;
Cantharides, and the Tincture and Acetum thereof;
Carbolic Acid;
Chloral Hydrate;
Chloroform and Ether;

Chlorodyne.
 Cocaine et préparations.
 Ciguë et préparations.
 Chloral de croton.
 Cyanure de potassium et tous cyanures métalliques.
 Chanvre Indien.
 Digitale et préparations.
 Ergot et préparations.
 Elathérium.
 Euphorbium.
 Fève du Calabar.
 Fève de Saint-Ignace.
 Huile essentielle d'amandes.
 Huile de croton.
 Jusquiame et préparations.
 Morphine, sels et solutions de morphine.
 Noix vomique.
 Opium et préparations, y compris le laudanum, mais non le parégorique.
 Sublimé corrosif.
 Sels mercuriels et composés.
 Sabine et huile de sabbine.
 Strychnine et tous les poisons alcaloïdes et leurs sels.
 VÉRATRINE.
 Vert-de-gris.

Chlorodyne;
 Cocaine and its preparations;
 Corrosive sublimate, and compounds thereof;
 Conium and its preparations;
 Croton Chloral Hydrate;
 Croton oil;
 Cyanide of Potassium and all metallic cyanides;
 Digitalis and its preparations;
 Ergot and its preparations;
 Eleutorium;
 Essential oil of Almonds;
 Euphorbium;
 Hydrocyanic Acid (Prussic);
 Hyosciamus and its preparations;
 Indian Hemp and its preparations;
 Mercurial salts and their compounds;
 Morphia and its salts and solutions;
 Nux Vomica;
 Opium and its preparations including laudanum, but not paregoric;
 Savin and its oil;
 St. Ignatius Bean;
 Strychnine and all poisonous alkaloïds and their salts;
 Veratria;
 Verdigris.

S. R. 1925, c. 215, annexe.

R. S. 1925, c. 215, schedule.

FORMULE

1. (Article 20)

REGISTRE DES VENTES DE POISONS

Date	Nom de l'acheteur	Adresse de l'acheteur	Nom et quantité du poison vendu	Fins pour lesquelles le poison est requis	Signature de l'acheteur	Signature de la personne constatant l'identité de l'acheteur

S. R. 1925, c. 215, formule 1.

FORM

1. (Section 20)

POISON SALES REGISTER

Date	Name of Purchaser	Address of Purchaser	Name and quantity of poison sold	Purpose for which poison is required	Signature of Purchaser	Signature of person identifying Purchaser

R. S. 1925, c. 215, Form 1.